



LES ECHOS DE LA PRESSE

numéro 2 . Mai



MEDIAS NATIONAUX

Confédération du
Tourisme de Madagascar



SECTEUR TOURISME : CRI DE DETRESSE DES OPERATEURS

<https://www.newsmada.com/2020/05/22/secteur-tourisme-cri-de-detresse-des-operateurs/>

Les acteurs du tourisme ont cessé leurs activités depuis près de trois mois. Et selon Patrice RAOULL, Président du Conseil d'Administration (PCA) de la CTM, « Tous les opérateurs, employés, agences de voyages, guides touristiques, tours opérateurs, hôteliers, restaurants, compagnies aériennes, responsables des infrastructures aéroportuaires, transporteurs... n'ont plus de rentrées d'argent alors que les charges (eau, électricité) sont de plus en plus lourdes.

A part les opérateurs et acteurs du tourisme, plus de 1,5 million de personne qui en dépendent, subissent les méfaits de la crise sanitaire qui tend à se transformer en crise sociale. « Les activités de plus de 2.000 guides touristiques sont en arrêt. La majorité d'entre eux vivent autour des aires protégées. Plus de 10.000 personnes dépendent d'eux et de leurs activités, or leur trésorerie est désormais vide. Rien ne marche actuellement. La machine est entièrement bloquée (...) », a déploré Manitra Randriambololona, président de la Fédération Nationale des Guides.

Mesures sociales d'urgence

Certes, des concertations se tiennent sans cesse avec le ministère ne charge du Tourisme et l'une des solutions proposées est la promotion du tourisme domestique. Or, dans l'attente de cette relance, la CTM et ses membres sollicitent « des mesures sociales d'urgence » pour payer les salariés d'ici la fin du mois afin d'éviter le chômage technique. A noter que cette confédération se fixe comme challenge de réserver les emplois y afférents.

« Nous souhaitons connaître les réponses de l'Etat à nos demandes. Nous souhaitons vous faire part de la situation mondiale de notre secteur et celle des acteurs du tourisme face à cette crise. Nous voulons converger avec l'Etat sur des solutions pérennes. D'ici le de juillet ou août, nous souhaitons que les frontières s'ouvrent et que le tourisme reprenne les routes (...) » a conclu Patrice RAOULL.

40.000 emplois directs et plus de 300.000 emplois indirects, faisant vivre plus de 1,5 million de Malagasy, sont en péril. Les entreprises du tourisme connaissent 1.900 milliards ariary de perte en chiffres d'affaires et les entreprises indirectes, 800 milliards. Un manque à gagner d'au moins 620 millions USD est enregistré sur l'année 2020... Ces chiffres ont été livrés mercredi, par les opérateurs membres de la Confédération du Tourisme de Madagascar CTM) pour rappeler à quel point le secteur du tourisme est le plus sinistré à cause de la pandémie de COVID-19. Ils attendent ainsi les réponses de l'Etat.



SECTEUR TOURISME : LES ENTREPRISES, LES SALARIES ET LES PRESTATAIRES INDIVIDUELS DANS LE ROUGE

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/05/22/secteur-du-tourisme-les-entreprises-les-salaries-et-les-prestataires-individuels-dans-le-rouge/>

« Cela fait trois mois qu'il n'y a pas de touristes à Madagascar. Les opérateurs n'ont aucun revenu. Cela concerne les agences de voyage, les guides, les tours opérateurs, les compagnies aériennes, les hôteliers et restaurateurs, etc..., qui sont représentés dans cette confédération. Et pourtant, les charges cumulent pour ces opérateurs. Les plus lourdes sont les charges fiscales pour l'Etat et les factures d'eau et d'électricité. Il faut que l'Etat intervienne pour sauver le secteur du tourisme, car il est désormais question urgente de survie », a déclaré Patrice Raoull, président du Conseil d'Administration de la CTM.

Avenir incertain

Bien que les entreprises du secteur Tourisme ne soient pas les seules menacées de disparition par la crise actuelle, la CTM affirme que le tourisme est la première victime. Selon le directeur exécutif de la CTM, Sandra Affick, les prestataires individuels et les salariés sont également très touchés par la crise. En effet, plusieurs firmes appliquent déjà le chômage technique, suite à la baisse de revenu. Lors de la conférence organisée par la CTM, les guides et les représentants des salariés ont également exprimé leurs inquiétudes. « La trésorerie des guides est à sec. Nous sommes des prestataires individuels sans revenu depuis plus de deux mois. Les impacts de cette situation restent incertains. Des propositions de solution ont été adressées à l'Etat. Ces propositions ont-elles été reçues par les décideurs et quelle est la réponse ? Les dirigeants doivent répondre à la question pour que nous puissions prendre les mesures adéquates à notre niveau », a laissé entendre Manitra Maherison Randriambololona, président de l'Association Nationale des Guides.

Impacts énormes

A noter que le secteur du tourisme offre plus de 40.000 emplois directs et plus de 300.000 emplois indirects, qui sont aujourd'hui en péril, soit plus 1,5 millions de Malagasy concernés. D'après la CTM, les pertes des entreprises du tourisme s'élèvent à un total de 1.900 milliards Ariary et pour les entreprises qui opèrent indirectement dans le secteur du tourisme, ce chiffre s'élève à 800 milliards d'Ariary. La CTM évoque un manque à gagner d'au moins de 620 millions USD, sur l'année 2020. Bref, vu la gravité de la situation, la CTM demande à connaître les réponses de l'Etat par rapport à ses demandes. D'après ses membres, cette confédération veut converger avec l'Etat sur des solutions pérennes.

La CTM tire la sonnette **d'alarme**. Les salariés du secteur Tourisme ne seront plus payés à compter du mois de juin, car les entreprises **n'arrivent** plus à couvrir leurs charges. De leur côté, les prestataires **n'ont** aucun revenu depuis trois mois. **L'heure** est grave pour les différents acteurs du secteur tourisme à Madagascar ! Les membres de la CTM (Confédération du Tourisme de Madagascar) se sont montrés très inquiets, en exposant leur situation aux médias, lors **d'une** conférence de presse organisée mercredi dernier à **l'INTH** Ampefiloha.



CRISE SECTORIELLE : LES ACTEURS DU TOURISME ASPHYXIES

<https://lexpress.mg/22/05/2020/crise-sectorielle-les-acteurs-du-tourisme-asphyxies/>

« Nous sommes à terre, nous souhaitons connaître les réponses de l'État par rapport à nos demandes, nous souhaitons vous faire part de la situation mondiale de notre secteur et la situation que vivent les personnes du secteur tourisme face à cette crise, nous voulons converger avec l'État sur des solutions pérennes » pouvait-on entendre dans la grande salle de l'INTH. Ils étaient des centaines à exprimer leur désarroi et leur mécontentement.

Le secteur du tourisme est le plus sinistré avec cette crise sanitaire dans la mesure où les impacts s'y sont fait ressentir bien des mois avant l'avènement même du virus au pays. « Nous avons tant attendu des mesures pour la survie de nos collaborateurs dans les discours officielles de ces derniers temps mais pas une ligne concernant notre secteur » déplore un membre de la confédération. Selon le rapport exposé par le bureau exécutif de la Confédération du tourisme, près de quarante mille emplois directs et un peu plus de trois cent mille emplois indirects sont en péril.

Plan de mitigation?

Environ deux mille milliards d'ariary de perte de chiffre d'affaires pour les entreprises du tourisme et huit cent milliards d'ariary pour les entreprises indirectes. Soit un manque à gagner estimé à six cent vingt millions de dollars pour cette année rien que pour ce secteur. Le chômage technique que ce soit partiel ou total pointe son nez. « Ce mois de mai sera la dernière paie pour nos collaborateurs que notre trésorerie sera à même de supporter sans envisager des coupes budgétaires drastiques où quasiment la fermeture définitive de notre établissement. Notre seul espoir reste les aides sociales que devraient recevoir nos collaborateurs en difficulté» nous confie un hôtelier de la capitale. L'idée de la promotion du tourisme local est à mettre aux oubliettes pour le moment avec la situation d'urgence sanitaire qui prévaut. « À supposer que la situation revienne à la normal d'ici quelques mois, il sera encore difficile de promouvoir un concept de tourisme local en bonne et due forme. Habituer le touriste malgache à recourir à un circuit classique de tour opérateur, hôtel et guide reste encore une utopie pour nous professionnels du secteur. D'un autre côté, le plan de mitigation qu'on nous avait promis en début de crise n'est toujours pas mis en place » s'insurge un tour opérateur spécialisé dans les circuits sur mesure.

L'intérêt commun de ces professionnels réside toujours dans l'objectif de maintenir autant que possible les emplois de tous leurs collaborateurs. Étant le troisième pourvoyeur de devises pour le pays après les mines et la pêche, le secteur touristique représente près de quatre cent mille emplois directs dans la grande île.

Le secteur touche le fond. À bout de souffle, les acteurs du tourisme tentent de trouver une échappatoire. En sanglot, la tête baissée, les groupements membres de la Confédération du Tourisme de Madagascar (CTM) ont fait entendre la voix des employés qui subissent les impacts de la crise sanitaire. Avant-hier, dans les locaux de l'Institut national de tourisme et d'hôtellerie à Ampefiloha, ces gens du tourisme ont laissé éclater tant tristesse, colère qu'incompréhension face à la situation actuelle de leurs secteurs.



FIZAHAN-TANY : OLONA MIISA 1.500.000 NO VERY ASA

<http://www.lagazette-dgi.com/?p=43456>

Nanao valan-dresaka **tamin'ny** mpanao gazety ny **mpiasan'ny** fizahantany izay mivondrona ao **amin'ny** federasionina momba ny fizahantany eto Madagasikara. Tafiditra ao **anatin'ny** fahapotehina tanteraka ny sehatra ity ankehitriny hoy ny mpisehatra rehetra izay ahitana ny mpandraharaha **amin'ny** hotely, ny mpitari-dàlana, ny mpampanofana fiarakodia, ny "**agence de voyage**" ary ny mpivarotra isan-karazany izay miandry ireny mpizahantany ireny.

Mahatratra 1 500 000 ny olona very asa ankehitriny na mitsahatra **amin'ny** asany. Mahatratra 1,900 miliara ariary ny fatiantoka tao **anatin'ny** telo volana izay, hoy ramatoa Sandra Afick izay tale mpanatanteraka ao **amin'ny** federasionina. Tokatrano miisa 100 000 no sahirana tanteraka **amin'izao** fotoana izao satria tsy misy fidiram-bola intsony na ariary aza.

Hatramin'izao dia mbola tsy nahazo fanampiana **tamin'ny** fanjakana mihitsy izy ireo nefa dia iarahana mahita ny fahavoazany. Tsy **vitan'izany** hoy ireo mpisehitra ireo tetsy **amin'ny** INTH tetsy Ampefiloha fa ity sehatra ity no isany mampiditra vola be vahiny eto Madagasikara.

Hadinon'ny fanjakana tanteraka izahay mpandraharaha sy mpisehatra **amin'ity** fizahantany ankehitriny. Nahoana hoy izy ireo no tsy mahazo fanampiana izy ireo? Dia nanambara aza ny sasany **tamin'izy** ireo fa tsy **raharahan'ny** fanjakana ankehitriny izy ireo.

Nanambara ireto mpisehatra ireto ny **hijeren'ingahy** Andry Nirina Rajoelina azy ireo. Mangataka ny hanomezana azy vatsy tsinjo sy tosika fameno izy ireo.

Marihina fa nitombo be ny olona mangataka ny fanampiana izay atao ny fanjakana ankehitriny **amin'ny fahaverezan'ny** asa izao. **Isan'izany** ny mpampianatra **amin'ny** sekoly tsy miakina, ny mpandraharaha **amin'ny** fitanterana **amin'ny** lalampirenena.

Nahoana tokoa moa no tsy hahazo fanampiana izy ireo nefa ny fanjakana nanome fanampiana **hatramin'ny** mpivarotena sy ny sarom-bavy sy ny sis ahoy ny teny **amin'ny** taxi-brousse teny Andohatapenaka?





MADAGASCAR
22 mai 2020

SECTEUR TOURISME : MANQUE A GAGNER D'AU MOINS 620 MILLIONS USD POUR CETTE ANNEE

<https://matv.mg/secteur-tourisme-manque-a-gagner-dau-moins-620-millions-usd-pour-cette-annee/>

Une spirale de crises. La crise sanitaire mondiale s'est vite développée et entraîne également une crise économique qui risque, pour sa part, de conduire à une crise sociale dans le pays. « Le secteur du tourisme en est le plus touché », d'après Patrick Raoull, président de la Confédération du Tourisme de Madagascar (CTM). L'on estime à 620 millions USD au moins le manque à gagner de cette année. Par ailleurs, tel que nous l'avions précisé dans nos colonnes, 40.000 emplois directs et plus de 300.000 emplois indirects sont en péril, soit plus 1,5 million de Malagasy. D'autres statistiques avaient été communiquées, 1.900 Milliards d'Ariary de perte dans les chiffres d'affaires pour les entreprises du tourisme et 800 milliards d'Ariary pour les entreprises indirectes. Tous les maillons de la chaîne, des agences de voyages aux serveurs, en passant par les gérants hôteliers, subissent les impacts de la crise sanitaire. Père de famille, Zo Rakotobe exerce le métier de barman depuis une dizaine d'années. « Nous avons des factures et un loyer à payer, une famille à nourrir, mais nous n'avons toujours pas reçu de réponses à nos demandes adressées aux autorités étatiques », déplore-t-il. Il a quasiment épuisé le peu d'économie qu'il s'est constituée et il n'est pas le seul...

« Seuls 5% des établissements sont ouverts. Le secteur est mal en point », précise, pour sa part, Jimmy Rakotoarisoa, Directeur Exécutif de la Fédération des Hôteliers et Restaurateurs de Madagascar (FHORM). Manitra Randriambololona, président de la Fédération Nationale des Guides Touristiques de Madagascar a également fait part des difficultés de trésorerie. De nombreux guides gagnent leur vie grâce aux touristes qui visitent les aires protégées. Mais depuis l'état d'urgence sanitaire, ils sont au chômage de fait et ont l'impression que l'Etat les a... oubliés. Outre les pertes d'emplois, l'avenir du tourisme en question est menacé alors que c'est un secteur pourvoyeur de devises.

Mesures sociales

A maintes reprises, les acteurs du secteur se sont entretenus avec le ministre du Tourisme, des Transports et de la Météorologie. Depuis le début de cette crise, les opérateurs touristiques ont produit un grand effort en assurant au moins le paiement d'un demi-salaire. Sans soutien de l'Etat, ils ne pourront maintenir ce statut plus longtemps. Ils estiment que des mesures sociales d'urgence s'imposent pour sauvegarder les emplois et soutenir les entreprises. Ils souhaitent connaître les réponses de l'Etat à leurs demandes en souhaitant qu'il y ait une convergence vers des solutions pérennes.

Gravement sinistré par la crise sanitaire actuelle, le secteur du tourisme est à l'agonie. Une fois de plus, l'ensemble des acteurs lance un appel de détresse à l'Etat. Ils ont rencontré la presse mercredi dernier pour faire part des difficultés majeures auxquelles ils sont confrontés depuis le mois de Mars dernier, en raison de la pandémie mondiale de Covid-19.



PLAN D'AIDE AU TOURISME : LES OPERATEURS TOURISTIQUES REVIENNENT A LA CHARGE

<https://www.madagascar-tribune.com/Les-operateurs-touristiques-reviennent-a-la-charge.html>

La confédération du tourisme de Madagascar (CTM) ne baisse pas les bras. Quelques semaines après avoir interpellé les autorités sur la situation des opérateurs touristiques dans le cadre de la crise sanitaire liée au coronavirus, la CTM revient à la charge et réclame une fois un plan **d'aide** de la part de l'**Etat**. Une aide qui continue à se faire attendre.

La CTM rappelle que « *Les hommes et femmes qui travaillent dans le secteur touristique représentent plus de 40 000 emplois directs, 300 000 emplois indirects* », soit 1.5 millions de personnes vivant et dépendant du secteur du tourisme. A cause de la crise sanitaire, de la fermeture des vols nationaux et internationaux, autant de citoyens se trouvent actuellement en difficulté, puisque les hôtels et restaurants doivent également se soumettre aux différentes mesures de restriction prises dans le pays.

Ces opérateurs touristiques réclament ainsi des mesures de soutien de la part de l'**Etat** et des partenaires techniques et financiers du pays pour pouvoir redresser la situation. Pour rappel, cette confédération regroupe les hôteliers, restaurateurs et chambres **d'hôtes**, les compagnies aériennes, les aéroports, les tours opérateurs, les agences de voyage, les guides touristiques, les formateurs, les prestataires touristiques, les transporteurs terrestres et les organisateurs **d'événements**.

Le tourisme est certainement **l'un** des secteurs les plus durement frappé par cette crise sanitaire. Malgré la situation et deux mois après le début de l'**épidémie**, l'**Etat n'a jusqu'ici** annoncé aucun plan **d'aide**, ni aucun plan de relance concret pour le secteur privé en général. Pour **l'heure**, la seule certitude, **c'est qu'une** enveloppe **d'environ 320 millions d'euros** sera dédié à un plan de relance économique. Aucun détail sur la répartition de ces aides **n'a** toutefois été acté.



3 VOLANA NIKATSOHAN'NY SEHATRY NY FIZAHAN-TANY 1,5 TAPITRISA IREO VERY ASA

<https://tiatanindrazana.com/pages/modules.php?id=43778>

Miisa 1 500 000 ny mpiasa misehatra **amin'ny** fizahantany no efa very asa ankoatra ny fatiantoka nandritra izay 65 andro tsy **nihodinan'ny** sehatra fizahantany izay araka ny tatitry ireo mpisehatra **anatin'ny** fizahantany mivondrona ao **anatin'ny** " Confédération du Tourisme de Madagascar" (CTM) tetsy **amin'ny** INTH Ampefiloha ny Talata lasa teo . Ao **anatin'ny** sehatra tsy miankina izy ireo izay velon-taraina tanteraka ary nilaza fa **adinon'ny** fanjakana. Nandritra izay fotoana maro tsy niasana intsony izay dia tsy vitsy ny hetsika sy fangatahana maro efa natao saingy tsy hita mihitsy hatreto izay valiny hoy ny fanambarana.

Voakasika izany avokoa ireo mpiasa tena tahaka ireo mpitari-dalana (guide touristique), ireo mpiasa **amin'ny** fitaterana ana habakabaka, ireo misehatra **amin'ny** sakafo sy ny hotely, ireo Agences de Voyage sy ny Tours Opérateurs ary ireo maro hafa mpikambana. Raha ny mpitari-dalana fotsiny ohatra dia mamelona mpiasa hatrany **amin'ny** mpiasa 2000 ary fianakaviana 10 000 eto Madagasikara. Ny **ankamaroan'izy** ireo dia mivelona **amin'ireo** alan-javaboahary arovana eto **amin'ny** firenena. **Amin'izao** fotoana izao na ny hanina arapaka aza efa tsy misy intsony ary ny asa efa ela no tapaka kanefa mamelom-bady aman-janaka izy ireo araka ny fitarainana. Manamafy ny antso avo efa natao **tamin'ny** fanjakana ireto mpikambana ao **anatin'ny** CTM ireto hijerevana manokana ny sehatra fizahantany izay mampidi-bola sy mampiroborobo ny toekarena eto Madagasikara.

Tsy misy mihitsy hoy izy ireo hatreto ny fampitam-baovao sy ny valiny **tamin'ireo** fitakiana rehetra natao. Mialandry ny fepetra manokana avy **amin'ny** fanjakana ny rehetra ary **anisan'izany** ihany koa ny any **amin'ny** faritany izay miasa **amin'ny** alan-javaboahary sy ireo mpisehatra **amin'ny** tontolo iainana. Tsy misy ny fanampiana sy ny tohana hatreto ka manantena fa hisy valiny **amin'izay** ny fangatahana rehetra natao ary mitodika manokana **amin'ny** **tompon'andraikitra** rehetra indrindra ny fanjakana mahefa ny **amin'ny** hanatanterahana izany.



MEDIAS NATIONAUX

Secteur touristique



CONJONCTURE VERS DES DEBATS ECONOMIQUES AU PARLEMENT

<https://lexpress.mg/11/05/2020/conjoncture-vers-des-debats-economiques-au-parlement/>

Le cercle de réflexion des économistes de Madagascar (CREM) sollicite une rencontre avec les parlementaires de la chambre haute et de la chambre basse pour leur apporter leurs réflexions sur la situation économique du pays. Les membres de **l'association s'accordent** à dire que la période actuelle peut être perçue comme une opportunité de repenser au développement du pays à travers une relance économique. **«S'arrêter** sur la mitigation serait une erreur. Nous pouvons mettre les jalons pour une relance de **l'économie** malgache et pour lui assurer une meilleure résilience aux chocs extérieurs», indique un économiste membre du CREM.

Les économistes conscients de leur rôle en tant que force de proposition veulent apporter leur pierre à **l'édifice** et éviter ainsi un effondrement total de **l'économie** malgache en cette période où les activités économiques sont en berne. Un plan de mitigation devrait être présenté dans les prochains jours **s'adressant** essentiellement au secteur privé. Visiblement, députés et sénateurs sont conscients des risques qui planent sur **l'économie** et les discours vont vers cette nécessité de relancer la machine. Des débats **d'ordre** économique sont attendus. **L'élu** Roland Ratsiraka a allumé la mèche la semaine dernière en appelant à une reprise du travail. Lors de **l'ouverture** de la session parlementaire, le président du Sénat Rivo Rakotoavo **s'est** quant à lui dit ouvert au débat.



CONJONCTURE LE SECTEUR PRIVE SUR LES ROTULES

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/05/04/depreciation-de-lariary-leuro-au-dessus-de-la-barre-des-4-100-ar-le-dollar-a-1-800-ar/>

Annoncé pour fin avril, le plan de mitigation pour le secteur privé et **l'économie** en général **n'a** toujours pas été annoncé, ni abordé par le Président, au grand dam des chefs **d'entreprises**.

Silence, on meurt. « La quasitotalité des entreprises membres sont à **l'arrêt** », déclare le président du Groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP) Hery Lanto Rakotoarisoa. « Fin avril, nous avons fait le topo de **l'impact** du confinement sur les activités des entreprises. 70% des membres tournent au ralenti dont 15% sont en cours de cessation totale **d'activités** », indique le président du Groupement du patronat malgache (FivMpaMa) Andrianaivalomanana Razafiarison. Le secteur privé est à **l'agonie** dans une certaine indifférence des autorités du moins dans les discours. Les ministères à vocation économique se sont faits discrets ces dernières semaines dans le cadre des débats autour de la pandémie de Covid-19. Le secteur privé est dans **l'expectative** quant au plan de mitigation annoncé pour la fin du mois **d'avril**.

Préservation des emplois

« Nous avons attendu dimanche une déclaration sur notre secteur, déclare un opérateur dans le tourisme. Nous sommes déçus. Je ne sais pas si le gouvernement voit ce qui se passe sur le terrain notamment pour ce qui est du tourisme ».



D'après le président du GEFP, ce que les entreprises attendent du plan de mitigation est avant tout un soutien pour le paiement des salaires. « Le report des taxes ne règle pas le problème de trésorerie. Les autres pays soutiennent une partie des charges salariales. Nous avons proposé des mécanismes dans ce sens lorsque nous avons été consultés », ajoute-t-il. Pour le GEFP, c'est le textile qui est le plus touché avec une soixantaine d'entreprises, employant chacune entre mille cinq cents et deux mille cinq cents employés. Même son de cloche chez Andrianaivalomanana Razafiarison. Le président du FivMpaMa avance également une aide financière directe pour la préservation des emplois. « Pour nous, il devrait y avoir une ligne budgétaire pour deux à trois mois pour les salaires afin de maintenir les emplois », explique-t-il. Il va plus loin dans son raisonnement en ajoutant la nécessité d'un soutien à la consommation par le non paiement de l'impôt sur le revenu salarial et assimilés (IRSA). « Il est nécessaire d'améliorer le pouvoir d'achat car il y a actuellement un problème d'offre mais également de demande ».

COMPAGNIE AERIENNE PRES DE 3 MILLIONS DE DOLLARS DE PERTE POUR TSARADIA

<https://www.newsmada.com/2020/05/22/compagnie-aerienne-pres-de-3-millions-de-dollars-de-perte-pour-tsaradia/>

« La compagnie nationale Tsaradia enregistre une perte de 2,5 millions de dollars depuis la suspension de tous les vols domestiques, le 25 mars », a annoncé, mercredi, Andriamamonjy Rafanomezantsoa, Directeur général (DG) de cette filiale d'Air Madagascar, lors d'une rencontre avec la presse au siège de la compagnie à Ankorondrano. « Nous pouvons tenir un mois et demi au maximum avec cette situation exceptionnelle. Nous espérons toutefois une réouverture des vols domestiques d'ici deux semaines » a-t-il fait savoir.

Comme toutes les compagnies aériennes dans le monde, Tsaradia est durement frappée par la pandémie de Covid-19. Elle a enregistré jusqu'à 6.000 annulations de vol depuis cette crise. Ce qui pèse lourd sur la trésorerie.



Tsaradia lancera ce dimanche son premier vol tout-cargo d'Antananarivo à Sambava. Ce projet est préparé depuis août 2019, a signifié Andriamamonjy Rafanomezantsoa. Il a également précisé que ceci « limitera les dégâts de cette crise. La part du vol tout-cargo sur la totalité des activités de Tsaradia représentera entre 5 à 10% ».

En outre, le DG de la compagnie nationale reste prudent quant à la reprise des activités. Selon ses dires, « 70% des vols domestiques dépendent des vols internationaux. Or, on constate actuellement une vaste campagne dans plusieurs pays comme la France et les Etats-Unis visant à sensibiliser leurs concitoyens à passer les vacances dans leur pays respectif ».

AIR MADAGASCAR : ET SI LE COVID-19 ÉTAIT UNE OPPORTUNITÉ POUR SON REDECOLLAGE

<http://www.lagazette-dgi.com/?p=43401>

Alors que les employés du pays mais aussi de presque tout le globe s'inquiètent à juste titre de l'avenir proche, un groupe de cadres d'Air Madagascar veulent prendre à bras-le-corps les conséquences du coronavirus. "A quelque chose malheur est bon, cette Covid-19 pourrait être une opportunité pour Air Madagascar", déclarent-ils. Air Madagascar était déjà en faillite avant l'arrivée de la l'épidémie, on n'a pratiquement plus d'avion pour le long-courrier. "Tout cela dépend de l'Etat mais est-ce que l'Etat est-il décidé à sauver le soldat Air Madagascar?", se demande ce groupe non sans allusion aux décisions des dirigeants successifs qui ont tué littéralement la compagnie nationale aérienne.

L'Etat doit tout d'abord répondre à cette question : Madagascar a-t-il besoin de l'outil Air Madagascar ?

La France a répondu qu'elle a besoin d'Air France, Singapour de Singapour Airlines, l'Italie d'Alitalia, l'Allemagne de Lufthansa, les Etats-unis de leurs compagnies American Airlines, United Airlines, Delta etc... On pourra multiplier les exemples à travers le monde. Dans ces pays où les passagers ont plutôt le choix entre plusieurs compagnies aériennes pour aller d'un point à un autre, ils ont injecté des milliards de dollars pour sauver leurs compagnies. "A fortiori dans une île comme Madagascar où les infrastructures routières restent insuffisantes et rudimentaires, la réponse semble évidente", ajoutent nos interlocuteurs.

"Plus des deux tiers des passagers de Tsaradia sont des touristes étrangers et sans cette compagnie, la reprise du secteur tourisme sera un vain mot. Tsaradia ne pourrait fonctionner sans Air Madagascar qui forme, fournit les équipages et assure notamment la maintenance de ses avions.

Tsaradia et les filiales MGH (handling) et Sofitrans (duty free shop, catering, salon aéroport etc...) sont bénéficiaires contrairement à la maison mère et contribue largement à combler le déficit d'Air Madagascar. Air Madagascar continue de payer au prix fort le mauvais choix stratégique des quadri réacteurs Airbus A340 dont Airbus lui-même avait à l'époque arrêté la production face à l'arrivée des biréacteurs. On ne parle même pas du surcoût d'acquisition de ces vieux coucous qui vont in fine revenir à plus de 100 millions de dollars et font jusqu'à présent l'objet d'un litige avec Air France. Heureusement, Rinah Rakotomanga actuelle directrice de la communication de la Présidence et administratrice d'Air Madagascar a rassuré la semaine dernière les syndicats et a dit que le Président Macron va effacer cette dette vis-à-vis d'Air France".



Une fois accepté le principe de la nécessité de sauver Air Madagascar, voici ce que ces cadres proposent pour le redécollage de leur compagnie:

Nomination du Directeur Général. Depuis début janvier, Air Madagascar n'a plus de Directeur Général. Le Directeur Général Commercial a également quitté, l'administrateur ne voulant pas d'expatrié. Le dernier expatrié, directeur général exploitation, est prévu partir d'ici fin juin selon les pilotes. Qui le remplacera alors comme "personne responsable" vis-à-vis de l'ACM ?

Donc bientôt 5 mois avec une direction générale bien élaguée. Ce point devrait être traité en priorité. Néanmoins, la nomination du directeur général relève de la prérogative du conseil d'administration. L'Etat malgache a décidé de "sortir" Air Austral du capital d'Air Madagascar. Les négociations ont débuté depuis mi-novembre. Il semblerait acquis que la Cnaps se substituerait à Air Austral en contrepartie de sa participation dans le capital d'Air Austral.

La nomination de nouveaux administrateurs attend le dénouement de ces négociations.

L'administrateur a assuré que cela ne saurait tarder, et que ce n'est plus qu'une question de jours. A ce propos on espère avec les syndicats que le nouveau CA sera mis en place rapidement. Et au lieu de nommer au conseil d'administration uniquement des fonctionnaires ou des amis politiques, il faudrait y nommer des professionnels du métier ainsi que des personnalités ayant déjà fait preuve de leur qualité de bon gestionnaire de sociétés.

Ce CA doit ensuite trouver et nommer un DG compétent à l'expérience prouvée dans l'aéronautique, car il n'aura pas le temps d'apprendre. Pourra-t-on trouver cet oiseau rare parmi les Malgaches ? Le personnel semble en tout cas douter de la possibilité d'une promotion interne au vu des performances passées de certains prétendants.

Le Gouvernement osera-t-il franchir le pas et engager un expatrié ou bien restera-t-il prisonnier du dogme faussement nationaliste ?

Faussement, car ce **n'est** pas aimer son pays que de nommer un Malgache qui mènera de nouveau la compagnie à sa perte. Sur le plan de l'**environnement** aéronautique ensuite. Une fois le pavillon national revenu à 100% dans le giron de l'**Etat**, il conviendra que toutes les entités contribuent à la réussite de son nouvel envol.

En premier lieu, le Ministère des transports devrait revoir la politique du secteur des transports aériens et ne plus se contenter du slogan "**open sky**". L'**octroi** des droits devrait favoriser la facilitation de l'**accès** à de nouveaux marchés et non de cannibaliser les marchés difficilement construits par Air Madagascar, notamment le marché français.

Il fut un temps où Air Madagascar avait deux vols hebdomadaires Tana/Nairobi, Kenya Airways **n'en** ayant aucun. Actuellement, Air Madagascar **n'a** aucun vol sur cet axe alors que Kenya Airways en a **près d'une** dizaine : la grande majorité des passagers ne sont pas des Kényans visitant Madagascar ou des Malgaches visitant le Kenya ou y transitant pour aller dans **d'autres** pays **d'Afrique**. Il **s'agit** majoritairement de passagers venant de France ou y allant.

Même remarque pour Air Mauritius à qui le Ministère a accordé une septième fréquence, malgré l'**opposition d'Air** Madagascar. Et alors que les six vols **d'Air** Mauritius et les deux vols **d'Air** Madagascar **n'atteignaient** même pas un coefficient de remplissage de 50%, aggravant les pertes des deux compagnies sur cet axe. Ne parlons plus **d'Ethiopian Airlines** ou **d'Airlink**.

Le Ministère doit limiter les fréquences des vols et la capacité des avions de toutes ces compagnies lors de la reprise des vols, afin de les adapter au marché et de ne plus pénaliser le pavillon national (tous les gouvernements sensés font cela : favoriser le pavillon national)

En deuxième lieu, le Ministère des Finances doit financer la restructuration financière et le redéploiement **d'Air Madagascar**:

* loger les dettes actuelles dans une structure de défaisance et négocier leur annulation partielle et report **éventuel** lors d'une **conférence des créanciers**. Cela a déjà été fait dans le **passé**.

* recapitaliser Air Madagascar

* **donner la garantie souveraine de l'Etat pour le renouvellement de la flotte**.

L'**Etat** doit imposer à Ravinala la **baisse des taxes d'aéroports, quitte, s'il le faut, à résilier la concession** et à redonner à Adema la gestion des aéroports de Nosy-Be et de Tanà. Les négociations de cette résiliation éventuelle pourront se faire plus tard.

Le business model des compagnies aériennes qui fonctionnent intègre les activités extra-aéroportuaires. L'**Etat doit imposer** à Ravinala de donner le DFS, la restauration aéroportuaire et le catering à Sofitrans, et la gestion du salon à MGH ou à défaut donner un salon dédié à AirMad.

En **contrepartie de ces aides**, l'**Etat** doit demander au personnel de faire des efforts tout comme c'est le cas dans les autres pays.

La **direction générale d'Air Madagascar** doit préparer un nouveau business plan réaliste et un plan de **renouvellement de sa flotte** qui y correspond. C'est une chance que cette crise donne l'**opportunité** à Air Madagascar de renouveler plus facilement et à un moindre coût sa flotte, plusieurs compagnies étant **obligées de reporter** sinon **d'annuler des commandes**.

La compagnie doit continuer à baisser ses coûts opérationnels et administratifs, notamment en cherchant des alliances le permettant.

"Le temps presse et il faut profiter de ce que cette crise cloue au sol la majorité des avions pour se préparer à la relance de l'économie mondiale", concluent ces cadres en guise d'appel en haut lieu. Seront-ils entendus?

AIR AUSTRAL : UN FINANCEMENT DE 86 MILLIONS D'EURO POUR SA RELANCE

<http://www.lagazette-dgi.com/?p=43405>

Avec la crise du coronavirus, la compagnie régionale fait face à une réduction de près de 95 % de son activité par rapport à son programme initial sur les mois d'avril et mai, assortie d'une perte de chiffre d'affaires. Pour son redémarrage, Air Austral a obtenu le soutien de la Sematra, son actionnaire de référence, et des institutions bancaires pour un montant de 86 millions d'euros.

Les parties ont trouvé les voies d'un accord de financement pour accompagner Air Austral et comprenant : Un prêt d'actionnaire de la SEMATRA, d'un montant de 30 millions d'euros, apportés en compte courant d'associés et un Prêt Garanti par l'État français ("PGE") d'un montant de 56 millions d'euros octroyé par 3 banques à Air Austral, bénéficiant d'une garantie de l'État.

"Ces soutiens vitaux vont permettre à Air Austral de faire face à cette crise inouïe et de poursuivre sa route, avec la détermination et la mobilisation de ses équipes. Pour autant, le contexte très évolutif nous conduit à une extrême vigilance. Il fait et fera l'objet d'un suivi rigoureux et permanent de la compagnie qui s'est d'ores et déjà organisée autour d'une task force dont l'objectif est d'assurer son adaptabilité à tout changement de contexte", a commenté Marie Joseph Malé, président directeur général d'Air Austral.

Selon le scénario établi pour les mois à venir à partir des différentes analyses d'experts, l'impact de la crise restera fort sur l'activité de la compagnie, prévue très en retrait jusqu'en juillet, et laisse présager une haute saison au ralenti et un retour progressif à la normale d'ici la fin de l'année 2020.



CRISE SANITAIRE

« LA LUTTE CONTRE LE COVID-19 EST L'AFFAIRE DE TOUS », SELON LE PRESIDENT DE TOP MADAGASCAR

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/05/22/crise-sanitaire-la-lutte-contre-la-covid-19-est-laffaire-de-tous-selon-le-president-de-top-madagascar-jonah-ramampionona/>

Constatant l'**évolution** de la situation sanitaire actuelle, il craint fort que cela ne puisse pas garantir la relance du tourisme tant au niveau domestique **qu'international**.

Face à la montée en flèche du nombre des cas confirmés atteints de coronavirus à Madagascar, le président de l'**association** TOP Madagascar (Tours Opérateurs de Madagascar), interpelle tous les acteurs concernés. « *La lutte contre la Covid-19 est l'affaire de tous. Si nous voulons ainsi contenir la propagation de cette pandémie, tout un chacun a une part de responsabilité et non pas uniquement l'Etat et le personnel soignant* », a-t-il réitéré. Et lui **d'ajouter** que, constatant l'**évolution** de la situation sanitaire actuelle, tout cela ne va pas du tout garantir la relance du tourisme tant au niveau domestique **qu'international**.

Respecter les mesures

Force est pourtant de remarquer que les pays en Europe qui constituent les marchés émetteurs pour la destination Madagascar, commencent actuellement à reprendre progressivement leurs activités touristiques. En effet, « *la majorité d'entre eux a montré une solidarité pour maîtriser la propagation de la Covid-19 en respectant les mesures de confinement, entre autres, et ce, pendant plusieurs mois. La vie quotidienne reprend petit à petit chez eux. Et bientôt, ces pays européens pourront relancer le secteur du tourisme* », a fait savoir le président de TOP Madagascar. Raison pour laquelle, il interpelle toutes les parties prenantes à respecter toutes les mesures nécessaires liées à la lutte contre la covid-19, tels que les gestes barrières et le confinement, si l'**on** veut relancer rapidement l'**économienationale**.



Secteurs interdépendants

Par ailleurs, il a souligné que tous les secteurs **d'activité** sont interdépendants et méritent **d'être** considérés comme tous importants pour la relance économique. Il a également saisi cette occasion pour rappeler à tous les acteurs opérant dans le secteur du tourisme à se concerter pour chercher une solution servant à préparer la reprise des activités touristiques, et ce, sans modifier les tarifs des offres. En revanche, « *chaque opérateur est libre de proposer des offres promotionnelles pour relancer la destination Madagascar. On devrait être également prêt pour faire face à la rude concurrence* », a conclu Jonah Ramampionona.

MEDIAS INTERNATIONAUX

Actualités sur
Madagascar



LE PLAN MARSHALL D'ANDRY RAJOELINA PEINE A BOUCLER SON BUDGET

https://www.africaintelligence.fr/afrique-est-et-australe_politique/2020/05/15/le-plan-marshall-d-andry-rajoelina-peine-a-boucler-son-budget,108405754-ar1

Le gouvernement tarde à annoncer le plan de relance de l'économie malgache, pourtant bouclé depuis le 7 mai. Raison de ce silence : il manque au président Andry Rajoelina plus de la moitié des fonds.

Le secrétaire général de la présidence, Valéry Ramonjavelo, l'homme fort du palais d'Iavoloha, table sur un plan de relance de 301 millions de dollars pour faire face à la crise économique suscitée par la pandémie de Covid-19. Mais ce programme n'est pour l'instant financé qu'à hauteur de 143,4 millions \$, dont près de la moitié par les bailleurs internationaux. Le cabinet du chef de l'Etat, Andry Rajoelina, peine à trouver une solution pour budgéter la seconde moitié, retardant d'autant l'annonce officielle (celle-ci aurait normalement dû intervenir le 30 avril).

Le gouvernement lui-même ne prévoit de contribuer que 25 millions \$. Une somme prise non pas sur le budget national, géré par le ministre Richard Randriamandrato, mais sur les fonds de la Caisse nationale de prévoyance sociale (Cnaps), déjà lourdement grevés par la tentative de sauvetage d'Air Madagascar.



Entre financements institutionnels et privés

La Société nationale de participation (Sonapar, publique), qui a renfloué ses caisses en 2018 en revendant ses parts dans la Société tananarivienne d'articles réfrigérés (brasserie STAR), est également sollicitée pour contribuer à la relance du pays. Mais Valéry Ramonjavelo compte avant tout sur le nouveau gouverneur de la Banque centrale de Madagascar (BCM), Henri Rabarijohn. L'institution, qui devra injecter 60 millions \$ dans l'économie du pays, aura la délicate mission de convaincre les banques malgaches de redistribuer ces liquidités à l'ensemble des acteurs économiques du pays tout en contenant l'inflation.

Le secrétaire général de la présidence compte également sur le soutien de quelques entités privées pour alimenter son plan de relance, dont la fondation Fihariana, créée il y a tout juste un an par Andry Rajoelina, bien que son rôle demeure flou. Le fonds de garantie Solidis, présidé par Frédéric Wybo, sera lui aussi mis à contribution tant pour assurer les prêts que pour financer les entreprises, à l'image du gestionnaire de fonds d'investissement Adenia, dirigé par Antoine Delaporte, ou encore du fonds Miarakap, créé par Emmanuel Cotsoyannis, qui se concentrera sur les PME du pays.

COVID-19 : MADAGASCAR ANNONCE UN PREMIER DECES

<https://www.france24.com/fr/20200517-covid-19-madagascar-annonce-un-premier-d%C3%A9c%C3%A8s>

Madagascar, qui a signalé 304 cas de coronavirus sur son sol, a annoncé un premier décès dimanche. Le virus a été détecté il y a deux mois sur l'île de l'Océan Indien.

Près de deux mois après la première détection du virus dans le pays, Madagascar a fait état, dimanche 17 mai, d'[un premier décès d'un patient souffrant du Covid-19](#).

Un gardien de parking dans un hôpital, "âgé de 57 ans est décédé du Covid-19 à Toamasina [...]. Il est décédé hier soir", a déclaré le professeur Hanta Vololontiana, porte-parole du centre de commandement opérationnel anti-Covid-19. Il a ajouté que ce patient souffrait également de diabète et d'hypertension artérielle.

Mise en garde de l'OMS concernant un breuvage à base d'herbes

L'île de l'Océan Indien, qui a signalé 304 cas jusqu'à présent, a fait la une des journaux au sujet d'une concoction d'herbes maison qui, selon le président Andry Rajoelina, [pourrait guérir les personnes touchées par le virus](#). Il l'a notamment affirmé au cours [d'une interview récemment accordée à France 24](#) dans laquelle il a longuement défendu l'efficacité du Covid-Organic.



Madagascar a fourni à sa population et à plusieurs pays africains ce breuvage élaboré à base d'artémisia, une plante à l'effet thérapeutique reconnu contre le paludisme, en affirmant qu'il prévenait et soignait le Covid-19. Les éventuels bienfaits de cette tisane n'ont été validés par aucune étude scientifique. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a mis en garde les dirigeants africains contre la tentation de promouvoir et d'utiliser la potion malgache sans tests scientifiques.

TISANE ANTICORONAVIRUS : LE COUP DE POKER DU PRESIDENT MALGACHE

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/19/coronavirus-a-madagascar-le-president-defend-son-remede-miracle_6040069_3212.html

Ces deux derniers mois, Andry Rajoelina **s'est** fortement impliqué dans la promotion **d'un** breuvage traditionnel présenté, sans preuve scientifique, comme une solution face à **l'épidémie** de Covid-19.

La scène remonte au 20 avril. Ce jour-là, le président malgache, Andry Rajoelina, se livre à une étonnante démonstration face aux caméras de télévision : [il avale de grandes gorgées d'une tisane dorée d'herbes médicinales](#) en affirmant **qu'elle** protège et guérit du Covid-19. Beaucoup le prennent alors pour un illuminé. Comment **l'île** de **l'océan** Indien, surtout réputée pour sa vanille, ses lémuriens et son immense pauvreté, pourrait-elle avoir trouvé, au nez et à la barbe des scientifiques du monde entier, le remède au virus qui a condamné la moitié de **l'humanité** à se claquemurer ?

Sur place comme à **l'étranger**, railleries et critiques fusent. Mais « TGV », ainsi **qu'il** est surnommé en référence à son parti, Tanora malaGasy Vonona, et plus encore à sa fulgurante ascension, ne se démonte pas : la tisane en question, distribuée gratuitement par **l'armée**, coulera bientôt à flots dans les quartiers populaires et dans les écoles de la capitale. Sa composition ? Les informations autorisées évoquent seulement un mélange comportant une espèce **d'armoise** originaire de Chine, *Artemisia annua*, et plusieurs plantes endémiques de Madagascar, dont le *ravintsara*, de la même famille que les camphriers. **Jusqu'à** cette séquence, Andry Rajoelina, quadragénaire aux manières posées, était quasi inconnu sur la scène internationale, si ce **n'est** pour avoir fait mettre son pays au ban de la communauté internationale en prenant le pouvoir grâce à **l'armée** en 2009. Tour à tour DJ à la mode, entrepreneur dans le secteur de **l'affichage** et de la communication, maire **d'Antananarivo**, [putschiste repent](#), **l'homme** aux multiples facettes est revenu au pouvoir par les urnes en 2018. Le voici désormais porte-parole autoproclamé du continent.



MEDIAS INTERNATIONAUX

Actualités régionales



MAURICE : AUCUN CAS DE CORONAVIRUS UN LABEL DE CONFIANCE POUR LE TOURISME

[https://mobile.francetvinfo.fr/monde/afrique/maurice/l-ile-maurice-ne-compte-plus-aucun-cas-de-coronavirus-un-label-de-confiance-pour-le-tourisme_3971891.html#xtor=EPR-2-\[newsletterquotidienne\]-20200522\[lespluspartages/titre5\]&xtref=acc_dir&xtref=https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/maurice/l-ile-maurice-ne-compte-plus-aucun-cas-de-coronavirus-un-label-de-confiance-pour-le-tourisme_3971891.html](https://mobile.francetvinfo.fr/monde/afrique/maurice/l-ile-maurice-ne-compte-plus-aucun-cas-de-coronavirus-un-label-de-confiance-pour-le-tourisme_3971891.html#xtor=EPR-2-[newsletterquotidienne]-20200522[lespluspartages/titre5]&xtref=acc_dir&xtref=https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/maurice/l-ile-maurice-ne-compte-plus-aucun-cas-de-coronavirus-un-label-de-confiance-pour-le-tourisme_3971891.html)

Alors que la pandémie a mis à l'arrêt le tourisme, pilier de **l'économie**, le gouvernement de Maurice a annoncé le 13 mai 2020 **qu'il** n'y avait plus de cas actif de Covid-19 dans le pays

Après des semaines **d'angoisse**, c'est le début du soulagement à **Maurice**. L'archipel de l'océan Indien ne compte plus aucun nouveau cas de Covid-19 depuis plus de trois semaines. Pour les autorités, il s'agit **d'une** première victoire contre le virus. Avec plus de 300 cas déclarés initialement, **l'île Maurice** avait été le pays le plus touché en Afrique de l'Est.

Nous avons gagné la bataille (...) mais nous n'avons pas encore gagné la guerre Kailesh Jagutpal, ministre mauricien de la Santé

Des mesures très strictes

Dès le début de la **pandémie**, le gouvernement mauricien a pris des mesures extrêmes pour lutter contre la propagation du virus. Ecoles, banques, restaurants... Tout a fermé, y compris les supermarchés et les boulangeries qui ont, depuis, rouvert en respectant des consignes particulières. Avant même le confinement total, les hôtels ont eux aussi très vite réagi pour sauver la saison. Début mars déjà, les employés de l'hôtel *Lux le Morne* n'hésitaient pas à arpenter les plages pour prendre la température des clients. Des chambres permettant l'isolement avaient été préparées pour les personnes risquant de présenter des symptômes de la maladie. A Maurice, le tourisme fait travailler 130 000 personnes, soit près de 10% de la population. Alors quand l'île est désertée et les hôtels ferment, ça crée un choc.



Un nouveau protocole dans l'hôtellerie

Pour combler le vide après le départ des clients et rassurer le personnel au **chômage technique**, l'hôtel *Lux le Morne* a par exemple maintenu le lien avec les employés via des réunions en ligne et une cellule d'aide psychologique. Mais le plus important était de préparer le retour des touristes avec un nouveau protocole adapté à la crise sanitaire.

On veut atteindre le niveau d'hygiène d'un hôpital avec une désinfection des chambres et un nouveau système de fonctionnement sans contact Jérémie de Fombelle, directeur général de l'hôtel "Lux le Morne" à *franceinfo Afrique*

Au programme notamment : des portes qui s'ouvrent via le téléphone portable et des menus sur **QR code**. De nombreuses autres mesures sont également en préparation. Les hôteliers misent sur une reprise par étapes. L'amélioration de la situation sanitaire est considérée comme *"un label de confiance"* pour les touristes qui hésiteraient entre plusieurs destinations. Avec ses paysages **paradisiaux**, l'île a réussi ces dernières années à s'imposer comme une valeur sûre et une destination haut de gamme. Si les clients semblent prêts à revenir, reste à savoir quand ils pourront le faire.

LA REUNION : AUCUN CAS CONFIRME CE VENDREDI SOIT AU TOTAL 449 CAS

<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/coronavirus-aucun-nouveau-cas-confirme-ce-vendredi-soit-au-total-449-cas-reunion-835242.html>

La préfecture et l'**ARS** annoncent aucun nouveau cas de coronavirus, ce vendredi 22 mai, à La Réunion. Le département compte toujours 449 cas de Covid-19 dont 411 patients guéris depuis l'apparition du premier cas, le 11 mars dernier.

Aucun nouveau cas de coronavirus, ce vendredi 22 mai. Depuis l'apparition du virus dans l'île, La Réunion compte 449 cas au total dont 411 patients ayant atteint les critères de guérison prononcés par le CHU et 1 décès (issu d'une évacuation sanitaire au titre de la solidarité régionale).

71% de cas importés

Selon la préfecture de La Réunion, les 449 cas ont été investigués à cette heure par l'ARS, Santé publique France et l'Assurance Maladie. Les cas importés représentent 71% des cas.

- Cas importés (personnes qui ont contracté la maladie en dehors du territoire) : 319, dont 13 évacuations sanitaires.
- Cas autochtones secondaires (personnes ayant un lien direct avec des cas importés) : 66
- **Cas autochtones (personnes ayant un lien indirect ou n'ayant aucun lien avec un cas importé) : 64**

Dix patients hospitalisés

Actuellement, dix patients atteints du Covid-19 sont hospitalisés à La Réunion. Un seul patient est pris en charge en réanimation, il s'agit d'une évacuation sanitaire. Les neuf autres, eux aussi issus d'EVASAN sont hospitalisés dans d'autres services.



Contact-tracing : 3580 personnes appelées individuellement et suivies

Le « contact-tracing » est un dispositif qui a pour objectif d'**identifier** et de rappeler toutes les personnes ayant été en contact proche avec un cas confirmé de Coronavirus pendant sa période de contagiosité (on parle de « sujets contacts » ou de « contacts »). Ces personnes font l'**objet d'une** enquête téléphonique au cours de laquelle est évalué leur état de santé et leur est précisé l'**importance**

Le dépistage

L'objectif : identifier le plus précocement possible tout cas pour rapidement retracer son parcours et recontacter et isoler toute personne qui aurait été en contact avec ce cas pendant sa période de contagiosité. L'**activité** de dépistage est très importante à La Réunion. Au 21 mai 2020, on compte : Plus de 14 900 tests réalisés dans les laboratoires publics et privés de La Réunion, Plus de 10 200 tests réalisés au CHU Félix Guyon. Soit plus de 25 100 tests réalisés au total, pour un taux de positivité global de 1.8 %. La situation épidémiologique actuellement favorable se confirme par le maintien d'un très faible taux de positivité à moins de 0,5 % depuis 4 semaines.